SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 25 FÉVRIER 2016

L'an deux mille seize, le 25 février à 20h00, le Conseil Municipal de MASLACQ, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur **TROUILHET Georges**, Maire.

La séance est ouverte à 20h15

PRÉSENTS :

COUTURIER Christian
de LAPPARENT Alain
GRIGT Michel
LANGLA Robert
MALHERBE Dominique
NAULÉ Jean

DELACOCHEY Éric
ESCOS Julien (entre en séance à 20h 38)
LAFFARGUE Thérèse
LARCHER Christelle
MINJOU Jacqueline
TROUILHET Georges

ABSENTS :

BONNAFOUX Stéphan
CUESTA Pierre-Guy
LASSÈRE Nicole

PROCURATIONS

Néant
Néant
TROUILHET Georges

La majorité des membres de l'Assemblée étant réunie, le quorum est atteint.
Le Conseil Municipal peut donc délibérer.

Le Conseil Municipal nomme pour secrétaire : Alain de LAPPARENT

Compte rendu de la séance précédente

Lecture du compte rendu de la séance du 17 décembre est donné à l'Assemblée.

Jean NAULÉ souhaite une modification dans les questions diverses :

- **Entretien salle socio-culturelle : Le dossier de diagnostic avancé**
- **Entretien salle socio-culturelle : Le dossier entretien, utilisation de la salle avancé**

A cette exception près, il est **APPROUVÉ à l'UNANIMITÉ**

ORDRE DU JOUR

- Emploi aidé
- P.L.H.
- Indemnité élus
- PCS : Vote
- Plan de formation
- Assurances de la commune
- Groupement d'achat gaz naturel
- Recours Tribunal Administratif
- Accessibilité : Consultation architectes
- Extension réseau eau potable

DROIT DE PRÉEMPTION :

L'Assemblée est informée que le droit de préemption n'a pas été exercé sur la vente :
LEBRETON/ALVAREZ

QUESTIONS ORALES DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

Elles sont traitées en début de séance

Éric DELACOCY

- **École** : Il y a une grosse flaque d'eau à la nouvelle entrée lorsqu'il pleut.
Elle a été signalée, l'entreprise Lafitte doit venir y remédier.
- **École** : Il avait été envisagé un cendrier sur le parking à l'entrée.
Il est commandé et vient d'être livré, il reste à le monter.
- **École** : L'éclairage du parking n'est toujours pas opérationnel.
La CCLO attendait l'intervention du CONSUEL, nous allons la relancer.

Monsieur le Maire profite de ces questions autour de l'école pour prévenir qu'il y a eu du vandalisme pendant les vacances, une vitrine d'affichage a été arrachée et cassée à coup de pierre.

Thérèse LAFFARGUE

- **Bruit** : Il y a eu beaucoup de bruit toute une nuit à la salle socio-culturelle.
Effectivement plusieurs personnes se sont plaintes du non-respect de la limite de deux heures du matin par les personnes qui avaient loué la salle pour un mariage. La question d'un limiteur de bruit est posée mais son efficacité mise en doute.
- **Chiens** : Elle se dit étonnée de la mise en garde contre la divagation des chiens, déposée dans la boîte aux lettres des Maslacquais et relayée par un article du Bulletin Municipal, estimant que nous vivons à la campagne où il est naturel de côtoyer des animaux.
Plusieurs conseillers déplorent la difficulté d'accepter les contraintes du « vivre ensemble ». Monsieur le Maire rappelle que le code rural lui fait obligation de mettre en fourrière les animaux qui divagent et que pour l'instant il ne l'a pas fait quand il n'était pas saisi d'une plainte.

Michel GRIGT

- **Épicerie** : Monsieur MAREST souhaiterait que l'épicerie soit aussi indiquée à gauche du fronton.
Il lui est répondu :
 - *Que l'indiquer des deux côtés du fronton rendrait le message peu clair*
 - *Que le panneau en arrivant d'Argagnon a 9 réglettes (maximum lisible voiture), c'est la raison pour laquelle l'épicerie n'est pas individualisée mais qu'il est indiqué « Tous commerces ». Ensuite au fur et à mesure il y a les panneaux pour les guider (chez Maugouber, à la Mairie, derrière la poste....). C'est le cours normal en circulation automobile.*
 - *Pour « rattraper » les pèlerins au château nous avons "arraché" à la CC Lagor à l'époque le panneau épicerie à 100 m à pied (Les contraintes du code de la route du fait que la rue de la Carrère est en sens unique ont obligé la Communauté de Commune à indiquer au carrefour du château l'épicerie :*
 - *A droite pour les voitures*
 - *A gauche pour les piétons**Cet affichage est clair et n'induit pas les pèlerins en erreur. Il serait difficile d'obtenir mieux*

Jean NAULÉ

- **Fait le compte rendu d'une réunion sur la qualité de l'air à laquelle il a assisté à la**

Préfecture.

- Longue intervention d'Airaq avec ses sondes qui mesurent le SO₂ et NO₂ et les particules. Une étude est en cours sur les particules inférieures à 0,1 micron.
- Bilan des plaintes et indication des travaux coûteux qui vont être engagés pour réduire les émissions.
- Création d'un réseau sentinelle en mars-avril pour surveiller les nuisances.

Alain de LAPPARENT

- **Se félicite que les travaux permettant d'ouvrir les jeux de l'école aient été réalisés et demande quand ils pourront être mis à disposition des familles en dehors des heures utilisées par l'école**
 - Les modalités d'ouverture vont être étudiées avec les enseignants
 - Une pancarte devra être placée, indiquant
 - Les limites d'âge (0 à 6 ans)
 - L'utilisation uniquement sous la responsabilité des parents
 - L'interdiction aux chiens

Julien ESCOS

- **Eclairage public** : Il trouve paradoxal qu'alors qu'on nous demande de réduire les heures d'éclairage, le quartier de la route de Loubieng soit éclairé en plein jour.
Monsieur le Maire lui répond que la CCLO prévenue avait indiqué qu'elle attendait du matériel pour intervenir. Elle va être relancée. Dans le cadre du plan d'économie décidé, elle s'est donné trois mois pour revoir l'ensemble des horloges qui commandent l'éclairage sur son territoire.
- **Voirie** : On assiste à une dégradation de la voirie.
Jean NAULÉ indique que le Budget de la CCLO est insuffisant par rapport au besoin. L'augmentation récemment intervenue va permettre de programmer la côte du loup qui devient dangereuse. Pour le reste, les trous sont bouchés au coup par coup (et beaucoup de ceux signalés ne l'ont pas encore été) le travail temporaire de rapiéçage n'est pas de qualité (exemple du chemin de la tour).

2016/01/01 EMPLOI AIDÉ

De nombreuses tâches ne sont pas satisfaites et notamment l'entretien de la salle socioculturelle, des vestiaires et on rencontre beaucoup de difficultés de remplacements pour l'école tant au niveau garderie que de la cantine. Pour cela, il serait peut-être souhaitable de procéder à l'embauche d'un Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi.

Conditions de recrutement et montant de l'aide :

- CAE de 20 heures/semaine.
- Coût total pour la commune : 275.00 €/mois

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur l'embauche d'un tel contrat.

Il est précisé que ce contrat d'un an peut être renouvelé une fois.

Vote : pour = UNANIMITÉ

2016/01/02 PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

Par délibération en date du 14 décembre 2015, la Communauté de Communes de Lacq- Orthez a arrêté son projet de Programme Local de l'Habitat (PLH).

Ce programme constitue le document pivot de la définition d'une politique territoriale de l'habitat en proposant une réponse à l'ensemble des besoins en logements constatés sur le territoire.

D'une durée de 6 ans (2016-2021), le projet de PLH de la Communauté de Communes de Lacq-Orthez a été élaboré en concertation avec les 61 communes qui composent l'intercommunalité, l'État, le Département et l'ensemble des acteurs de l'habitat.

L'élaboration du PLH s'est déclinée en trois phases :

- **Le diagnostic** de la situation locale et les enjeux,
- **Les orientations** générales accompagnées d'objectifs de logements par secteurs géographiques,
- **Un programme** d'actions communautaires

Le diagnostic a permis de dégager cinq orientations principales du PLH :

- **Assurer la croissance démographique** du territoire dans une perspective de développement durable,
- **Améliorer l'attractivité** et les parcours résidentiels,
- **Remobiliser et requalifier le parc existant** pour conforter les centres urbains,
- **Mieux répondre aux besoins sociaux** en logement et aux besoins spécifiques,
- **Organiser l'animation, le pilotage et le suivi** de la politique locale de l'habitat

Ces cinq axes stratégiques sont déclinés en 19 actions opérationnelles.

Deux choix forts ont été décidés par les élus communautaires, concernant les objectifs de production de logements sur le temps du PLH, :

- **Le maintien d'un taux de croissance annuel de la population à l'échelle de la Communauté de Communes (+0,60%)**
- **Stopper la progression de la vacance de logements**, soit passer de +3,26% par an actuellement à 0,00% par an. Cette hypothèse renvoie à une politique très volontariste de la CCLO et des Communes avec le soutien des partenaires en matière de reconquête du parc vacant.

Sur la base de ces hypothèses, l'estimation des besoins en logements représente 1 935 logements à construire sur 6 ans soit environ 325 par an, pour l'ensemble du territoire de la CCLO.

Ces besoins en logements sont répartis en fonction de l'attractivité des 3 grands secteurs :

- 155 logements pour le secteur Nord, (dont Maslacq fait partie)
- 75 logements pour le secteur Est
- 95 logements pour le secteur Sud.

Suite à la saisine de la communauté de communes de Lacq-Orthez, les communes rendent un avis sur le projet arrêté dans un délai de deux mois. Au vu de ces avis, une délibération sera à nouveau soumise au conseil communautaire pour amender en tant que de besoin le projet de PLH qui sera alors transmis au Préfet. Ce dernier sollicitera l'avis du comité régional de l'habitat (CRH). Au terme de ces consultations, le PLH sera proposé au Conseil Communautaire pour adoption.

Il est demandé au Conseil Municipal, d'émettre un avis sur le projet de PLH.

Vote : pour = UNANIMITÉ

2016/01/03 EXERCICE DES MANDATS LOCAUX : LOI n° 2015-366

La loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat, a instauré de nouvelles dispositions régissant les conditions d'exercice des mandats locaux et les améliorant.

Mesures applicables depuis le 1^{er} janvier 2016 (art. 18 de la loi du 31/03/2015)

Ces mesures permettent d'améliorer l'indemnisation, les remboursements de frais et la formation des élus locaux.

A/ Automaticité des indemnités des Maires et Présidents de délégation spéciale (article 3 de la loi)

Articles L. 2123-20, L 2123-20-1, L. 2123-23, L 2123-24 et L. 2123-24-1 du CGCT

Les Maires bénéficient à titre automatique, sans délibération, d'indemnités de fonction fixées selon le barème prévu à l'article L.2123-23. Ces dispositions sont également applicables aux Présidents de la délégation spéciale. Le tableau récapitulatif accompagnant la délibération indemnitaire des autres membres du conseil municipal ne doit pas non plus mentionner les indemnités fixées pour le Maire.

Population (Nb d'habitants)	Taux (% de l'indice)
Moins de 500	17
De 500 à 999	31
De 1 000 à 3499	43
De 3 500 à 9 999	55
De 10 000 à 19 999	65
De 20 000 à 49 999	90

Toutefois, pour les communes de 1 000 habitants et plus, le Conseil Municipal peut, à la demande du Maire et par délibération, fixer pour celui-ci une indemnité inférieure au barème

A/ Les indemnités de fonction des maires des communes de moins de 1 000 habitants

1°- La règle applicable depuis le 1^{er} janvier 2016

Dans les communes de moins de 1 000 habitants, les indemnités du Maire sont fixées automatiquement aux taux du barème de l'article L.2123-23 du CGCT, sans dérogation possible, ce qui signifie que le Conseil Municipal n'a plus à délibérer sur cet objet.

2°- Son incidence sur les délibérations prises antérieurement relatives aux indemnités du Maire, des Adjoints voire des conseillers municipaux

Dans le cas où les délibérations indemnitaires prises par les conseils municipaux ont fixé les indemnités de fonction du Maire au montant maximal, il n'est pas nécessaire de délibérer à nouveau sur le régime indemnitaire des élus municipaux.

Dans le cas où, au contraire, les délibérations indemnitaires prises par les conseils municipaux ont fixé les indemnités de fonction du Maire à un montant inférieur au barème prévu à l'article L.2123-23 du CGCT, le Conseil Municipal doit délibérer à nouveau sur :

- Le régime indemnitaire des Adjoints au Maire
- Le régime indemnitaire des autres élus municipaux (conseillers municipaux délégués et conseillers municipaux sans délégation) afin de respecter l'enveloppe indemnitaire définie au II de l'article L.2123-24 du CGCT. En effet, le relèvement automatique de l'indemnité de fonction du Maire aura nécessairement une traduction sur le régime indemnitaire des autres élus municipaux tel que précédemment déterminé, l'enveloppe indemnitaire restant la même.

Pour Maslacq

- **Le Maire était au taux de 21,80 % de l'index et passera donc à 31,00 %**
- **Les Adjointes à 8,25% sont au plafond et leur rémunération n'évoluera pas**

Vote :

- **Abstention = Julien ESCOS qui déplore l'obligation d'augmenter la rémunération des élus dans le contexte économique actuel**
- **Pour = Le reste de l'Assemblée**

2016/01/04 PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

Vous avez eu connaissance, lors de plusieurs réunions, du contenu et des implications possibles du Plan Communal de Sauvegarde.

Il est donc présenté à votre approbation sachant qu'il devra être transmis à la Préfecture pour un contrôle de légalité et sa mise en application.

Christian COUTURIER rappelle la démarche engagée et indique que si Maslacq a été une des premières communes à réagir, une proportion importante des communes de la CCLO a engagé le travail de création d'un PCS.

- Des réunions de travail du Conseil ont eu lieu.
- Les documents ont été fournis à Mme CORDEBOEUF responsable de la sécurité à la CCLO qui n'a rien à redire au travail réalisé.
- Un mail a été envoyé aux conseillers nommés dans le document pour acceptation du rôle qui leur est assigné. Un rappel va être fait rapidement à ceux qui n'ont pas répondu.
- Une réserve communale devra être créée pour que les bénévoles qui aideront en cas d'incident puissent être couverts par une assurance.
- Un travail destiné à faciliter l'utilisation des salles (classement des clés, information sur les commandes d'électricité, eau, gaz, chauffage...) est en cours.
- Le choix de ne pas organiser de réunions et de distribuer une plaquette synthétique du DICRIM a été réalisé.
- La CCLO s'est dotée d'un système d'alerte (mail, sms...) elle nous demande d'attendre un peu pour collecter les données destinées à l'alimenter, de façon à nous coordonner avec elle.

Vote : pour = UNANIMITÉ

2016/01/05 PLAN DE FORMATION

Il est rappelé au Conseil Municipal que la loi du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la Fonction Publique Territoriale impose aux collectivités locales d'établir pour leurs agents un plan de formation annuel ou pluriannuel.

Dans ce cadre, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Atlantiques et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) ont conduit un projet d'accompagnement à la rédaction d'un plan de formation mutualisé sur le territoire Béarn des Gaves du Département.

A l'issue de cet accompagnement, les collectivités du territoire ont décidé de pérenniser cet outil.

Ce projet permettra notamment au CNFPT d'organiser des formations sur le territoire concerné.

Il est demandé au Conseil municipal, après avis du Comité technique intercommunal émis en dernier lieu le 17/12/2015 d'adopter le **plan de formation mutualisé et le règlement de formation**.

Jacqueline MINJOU fait savoir que c'est grâce à ce type de programme que les agents du CCAS ont en ce moment accès à une formation qualifiante

Vote : pour = UNANIMITÉ

2016/01/06 ASSURANCE DE LA COMMUNE

Nous avons rencontré notre assureur AXA et revu le contrat concernant l'assurance de biens, responsabilités et frais annexes pour l'ensemble des bâtiments communaux et dommages électriques y compris le matériel informatique de la commune et de l'école.

Le contrat qui nous est proposé s'élève à 11 984.55 € (contre ≈ 18 000 € à l'heure actuelle).

Cette baisse est due à la conjugaison de deux raisons :

- Une baisse de la sinistralité depuis la mise en place de la surveillance vidéo au stade
- La volonté d'AXA de développer sa clientèle de petites communes.

Il est demandé au Conseil d'autoriser le Maire a signé le nouveau contrat.

Vote : pour = UNANIMITÉ

2016/01/07 GROUPEMENT D'ACHAT DE GAZ NATUREL

Dans le cadre de la fin des tarifs réglementés de vente d'énergie, la commune de Maslacq avait adhéré au Groupement de Commandes des Syndicats d'Energie Aquitains (SDE24, SDEEG33, SYDEC40, SDEE47 et SDEPA) et à son marché spécifique d'achat de Gaz Naturel.

Réunissant plus de 670 Membres pour un volume de Gaz Naturel de 500 GWh, ce Groupement a déjà permis, suite à ses deux premières consultations, d'aboutir à une baisse moyenne de la facture comprise entre 15% et 25% par rapport aux tarifs réglementés de vente.

Ces contrats arrivant à échéance au 31 Octobre 2016, le SDEPA prépare d'ores et déjà le renouvellement de cette opération groupée, pour un achat sécurisé, avec des prestations de qualité.

Ainsi, les Syndicats de l'ancienne Aquitaine ont prévu le lancement d'un nouveau marché d'achat de Gaz Naturel d'une durée de 3 ans cette fois (1 an de plus que le marché en cours) avec pour objectif d'obtenir des prix toujours aussi compétitifs.

Pour continuer à bénéficier de cette démarche mutualisée, nous sommes invités à faire part de notre adhésion avant le 31 Mars 2016 en nous transmettant :

- > La fiche de candidature pré-remplie jointe dûment signée (si des modifications sont à apporter aux documents, merci de les annoter en rouge).
- > Une facture récente de Gaz Naturel recto/verso pour les sites non répertoriés.

Il est demandé au Conseil de se prononcer sur cette adhésion

Vote : pour = UNANIMITÉ

2016/01/08 RECOURS TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Le 30 novembre 2015, la Commune a été amenée à prendre des arrêtés pour désigner un lieu de dépôt (fourrière) et placer dans ce lieu de dépôt un bovin dangereux et divagant sur la voie publique. Ces arrêtés ainsi que le titre exécutoire concernant les frais de garde et de prophylaxie font l'objet d'une requête devant le Tribunal Administratif de PAU.

Monsieur le Maire décrit au Conseil dans le détail l'incident qui a donné lieu à la mise en fourrière de l'animal et à la prise en charge de la prophylaxie par la Municipalité. Il rappelle que l'éleveur concerné a déjà fait l'objet de nombreuses procédures et qu'il a mis en danger les éleveurs voisins en ne prenant pas les mesures prophylactiques nécessaires. Son troupeau doit d'ailleurs être abattu à la suite de la détection de cas de tuberculose.

Afin de défendre la commune devant ce Tribunal, il est demandé au Conseil d'autoriser le Maire à s'assurer de l'assistance d'un avocat sachant que nous avons un contrat AXA de protection juridique.

Vote :

Abstention = Michel GRIGT (l'éleveur étant de la famille de son épouse)

Pour : Le reste de l'Assemblée

Christian COUTURIER prend la Présidence de la séance pendant un appel téléphonique du Maire

2016/01/09 CONSULTATION ARCHITECTES ACCESSIBILITE

Le dossier de l'accessibilité des bâtiments communaux recevant du public a été déposé à la Préfecture de Pau. Vous avez eu connaissance de l'expertise de l'APAVE et du montant qu'elle jugeait nécessaires pour la mise en conformité de nos 9 bâtiments.

Jean NAULÉ rappelle que la Préfecture considère que le dossier que nous avons déposé n'est pas assez détaillé. Nous avons jusqu'au mois de juin pour le compléter. Pour faire les meilleurs choix et éviter les surinvestissements, nous devons nous faire entourer.

Alain de LAPPARENT fait remarquer que ces aménagements impliqueront une participation financière importante de la CCLO qui ne paraît pas avoir été programmée. On peut se demander comment la Communauté pourra faire face à ses obligations nouvelles sur 61 communes.

Afin de finaliser et d'entreprendre les travaux indispensables, il serait souhaitable de s'attacher les compétences d'un architecte pour élaborer un projet d'ensemble.

Il est donc demandé au Conseil d'autoriser le Maire à contacter différents architectes dont les projets seront présentés lors d'une prochaine réunion.

Vote : pour = UNANIMITÉ

Monsieur le Maire reprend la Présidence .

2016/01/10 EXTENSION RÉSEAU EAU POTABLE

Une demande d'extension du réseau d'eau potable nous a été adressée. Cette extension concernant de futurs terrains à bâtir pourrait être réalisée lors de la mise en place de l'extension du réseau d'assainissement décidée par le Syndicat.

Le coût prévisionnel serait compris entre 6 000 et 8 000 €.

Il est demandé au Conseil de se prononcer sur cette extension.

Vote : pour = UNANIMITÉ

Informations

- **Inauguration restaurant scolaire** le 12 mars à 11h00
Monsieur le Maire rappelle ce rendez-vous et liste les réponses officielles qu'il a reçues
- **Nouvelle présentation du site internet**
La nouvelle présentation du site Internet a été envoyée en lien aux conseillers pour qu'ils puissent la découvrir et se l'approprier.
- **Regroupement pédagogique**
Monsieur le Maire indique la démarche de l'Inspection Académique qui consiste à inviter les communes à créer des regroupements pédagogiques (sans obligation). Nous sommes fléchés vers Biron.
Les 4 Maires (Biron, Maslacq, Sarpourenx, Castetner) ont eu une première rencontre.
 - *Il n'y a aucune opposition politique*
 - *La prochaine rentrée n'est pas concernée, aucune des écoles n'ayant de risque de suppression de poste. En 2017 par contre la situation sera tendue sur Biron*
 - *Une étude approfondie des coûts doit être menée.*

La séance est levée à 22h45